

Pouvoir d'emprunt

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): . . . de justesse, justement, monsieur le Président. Quand je vois qu'avec une majorité aussi importante, la proportion est plus grande chez nous que chez vous . . . Je suis convaincu, monsieur le Président, que vos collègues vous rendent nerveux du fait qu'ils soient si peu nombreux.

Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir participer à ce débat et je veux remercier mes collègues d'arriver en trombe pour écouter mon discours. Je veux profiter de l'occasion du débat sur cet amendement pour vous faire remarquer que ce que l'on nous demande actuellement dans ce projet de loi, c'est effectivement . . . et ceux qui sont habilités un peu en agriculture, c'est un peu comme quelqu'un qui achète un cochon dans un sac. Quand je vois le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Lanthier), dans une de ses premières tâches au Parlement, venir ici et je sais que cela lui a été imposé par les gens du banc d'en avant, venir violer un des principes aussi sacrés et auxquels ses collègues tenaient tant à l'époque où ils étaient dans l'opposition . . .

Et je me rappelle le débat sur le projet de loi C-125 où ses collègues avaient des problèmes de conscience; ils avaient des problèmes de conscience à l'époque et on dirait que maintenant ils ont la conscience élastique depuis qu'ils sont de l'autre côté de la Chambre. S'ils pensent que cette Chambre est prête à leur donner la main et la voie libre pour dépenser et emprunter des fonds supplémentaires, avec ce qu'ils nous ont fait depuis le début de la session, avec les déceptions qu'ils ont imposées aux Canadiens et déjà, même après trois mois, les Canadiens commencent à s'en rendre compte!

On a vu les résultats des sondages aujourd'hui, et vous viendrez avec moi, monsieur le Président, que c'est lent, mais cela fait juste trois mois qu'ils sont là et ils commencent déjà à perdre la confiance des Canadiens. Cinq points, 5 p. 100 des Canadiens déjà ont vu le jeu de ce gouvernement-là, et je suis convaincu que ce désabusement-là ne fait que commencer. Imaginez-vous 5 points dans 3 mois! Et je vais vous dire quelque chose, monsieur le Président, cela ne sera pas très long que l'ensemble des Canadiens, que la majorité des Canadiens vont regarder vers ce côté-ci de la Chambre pour trouver d'autres solutions.

Nous avons un devoir à remplir en attendant que de nouvelles élections soient déclenchées, monsieur le Président, on a un devoir de s'assurer que les fonds publics soient bien dépensés. Et à la suite de l'expérience qu'on a eue avec l'exposé économique et le discours du Trône, on ne peut pas faire confiance à ce gouvernement-là, on ne peut pas leur permettre d'avoir ces emprunts-là sans nous présenter un programme.

On aimerait bien, monsieur le Président, que lorsque ce gouvernement, qui se disait si vertueux à l'époque des élections, qui disait que les Canadiens sauraient tout et qu'ils seraient transparents . . . Leur transparence est opaque depuis qu'ils sont élus, monsieur le Président, depuis l'ouverture de la Chambre.

Personnellement, ayant à cœur le développement économique et régional, je ne suis pas intéressé à leur laisser carte blanche. J'aimerais bien savoir ce qu'ils ont l'intention de faire avant de leur laisser emprunter des fonds supplémentaires. Est-ce que ces sommes supplémentaires vont servir pour . . .

[Traduction]

. . . «la police à Flora» . . .

[Français]

Est-ce que ces fonds supplémentaires vont servir pour ces 700 policiers à l'assurance-chômage?

Si jamais c'était ça . . . et je suis content que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) soit ici, et j'espère que ce n'est pas pour payer ces 700 personnes qui vont être là pour embêter les Canadiens les plus démunis.

Monsieur le Président, je sais que cet amendement a pour but de retarder de 6 mois le pouvoir d'emprunt, et je suis convaincu que si on fait cela, cela nous permettra, particulièrement aux nouveaux députés, de réfléchir sur les actions posées par leur gouvernement jusqu'à maintenant et d'avoir au cours des Fêtes, et justement au cours des Fêtes alors qu'on prend de bonnes résolutions, j'espère que cela va leur donner l'occasion de prendre la résolution de tenir au moins leurs engagements et de ne pas changer leur histoire à chaque tournant.

Que ce soit au niveau des jeunes . . . Est-ce que j'aimerais laisser, moi, la possibilité au ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne) de dépenser je ne sais combien de milliards de dollars pour les jeunes qui vont bien? Mais, c'est ce qu'elle dit! Elle dit que, elle, sa priorité, ce sont les jeunes qui vont bien, et je serais très inquiet de voir ces fonds-là aller à ceux-là qui sont déjà bien, qui n'ont pas de problème. Je sais qu'elle se dit: Laissons tomber les 15 p. 100 de ceux qui vont mal parce que . . . l'effet d'entraînement, monsieur le Président . . .

Et je sais que les députés d'en face sont complètement découragés de cette situation, parce que les jeunes qui vont bien dans leur circonscription, ce ne sont pas ceux qui leur demandent de l'aide, ce sont plutôt ceux qui ont des difficultés.

Pourtant, leur ministre d'État (Jeunesse) (M^{me} Champagne) leur dit: Écoutez, il faut vraiment aider ceux qui vont bien parce que cela fait partie de la politique conservatrice.

Mais c'est une nouvelle politique qu'on a découverte après les élections! Jamais ils n'auraient osé dire cela avant!

Je pense, entre autres, au commerce international, et c'est un sujet qui m'intéresse beaucoup. Je vois actuellement le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) qui voyage à travers le monde et qui dit: On va dépenser plus, par exemple, pour aider aux exportations, la conquête de nouveaux marchés et, en même temps, du même souffle, il coupe les budgets.

Est-ce que les fonds supplémentaires qui nous sont demandés ont pour but, justement, de continuer cette série de contradictions, cette série de manques de parole envers les Canadiens?

Voilà pourquoi je pense que nous, comme parlementaires, monsieur le Président, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser les Canadiens et le gouvernement, en fait le gouvernement au nom des Canadiens, emprunter de l'argent sans savoir quelle utilisation il va en faire. Je me rappelle bien le débat sur C-125. Cela avait été long et pénible et, comme disait un de nos collègues de gauche, finalement le gouvernement, à cause justement de l'influence de ses «backbenchers», et dans ce temps-là vous savez les simples députés avaient de l'influence sur le gouvernement, tandis qu'aujourd'hui ils sont tous là, ils ne disent pas un mot. Pas un mot! Monsieur le Président, vous en êtes témoin, vous écoutez les discours depuis quelques jours, et personne n'a dit un mot du côté du gouvernement.